

DE LA POLITIQUE À L'ACTION

Assurer la prise urgente d'engagements concrets
pour la mise en œuvre du Programme de
développement durable à l'horizon 2030

septembre 2015



Beyond2015

Campaigning for a global development framework
after the Millennium Development Goals

DE LA POLITIQUE À L'ACTION

Assurer la prise urgente d'engagements concrets pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Introduction

Septembre 2015 marquera la culmination d'un processus qui s'est déroulé sur plusieurs années pour définir le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#) – un agenda universel, centré sur les personnes, indivisible et interconnecté aux Objectifs de développement durable (ODD). Les chefs d'Etat et de gouvernement de tous les Etats membres des Nations Unies se réuniront à New York lors d'un Sommet durant lequel leur prise d'engagements concrets en faveur de la mise en œuvre du nouvel Agenda, pour les personnes et pour la planète, est attendue.

L'accord qui sera adopté pendant le Sommet doit se traduire par des actions significatives à tous les niveaux. Après des années de consultations, il est temps de **passer de la politique à l'action**. Nous attendons de nos dirigeants des stratégies nationales et régionales ainsi que des mécanismes de reddition des comptes à la hauteur de l'ambition de l'agenda – développés, mis en œuvre, examinés et évalués avec les personnes et les parties prenantes à tous les niveaux.

À propos de Beyond 2015

Beyond 2015 est une campagne globale de la société civile visant à développer un cadre solide pour remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement. **Beyond 2015** rassemble presque 1 500 organisations de la société civile dans plus de 135 pays. Depuis 2010 **Beyond 2015** a favorisé le débat sur l'agenda post-2015 dans près de 40 pays, a construit une compréhension commune des éléments fondateurs de l'agenda post-2015 (vision, objectifs, valeurs et critères), et a réalisé plusieurs actions de plaidoyer basées sur un « mouvement en tenailles » - c'est-à-dire un partage constant de messages identiques aux dirigeants politiques aux niveaux national, régional et global. Ces messages visaient à obtenir l'agenda post-2015 le plus transformateur possible et de garantir une participation significative des personnes et de leurs organisations à tous les niveaux et à toutes les phases du processus.

De la politique à l'action : traduire l'ambition du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par la prise urgente d'engagements concrets pour sa mise en œuvre

Lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement se réuniront à New York en septembre, nous nous attendons à ce que chacun d'entre eux s'engage à travailler sans relâche pour la pleine mise en œuvre du nouvel agenda universel, indivisible, interdépendant et centré sur les personnes (conformément au paragraphe 2 du document final), **et surtout qu'ils partagent des stratégies concrètes aux niveaux national et régional pour la mise en œuvre des ODD, élaborées de manière ouverte, inclusive et participative**, avec l'apport des gouvernements, de la société civile, du secteur privé, des Nations Unies et d'autres parties prenantes, y compris les parlementaires et les universitaires, pour soutenir la mise en œuvre de ces stratégies aux niveaux national et local (conformément au au para. 39).

Beyond 2015 demande également aux chefs de gouvernement de préciser comment ils vont mettre en place des cadres institutionnels robustes, efficaces, participatifs et transparents pour un suivi-évaluation intégré aux niveaux national et local, afin de contribuer à la mise en œuvre et au suivi de l'agenda, et si besoin rediriger les efforts pour que personne ne soit laissé pour compte (conformément au paragraphe 72).

Nous réalisons que tous les pays sont différents et que la mise en œuvre du nouvel agenda devra être adaptée aux réalités nationales. Cependant, **en septembre, nous nous attendons à ce que nos chefs d'État et de gouvernement expriment :**

1) Un engagement urgent à commencer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 aux niveaux national, infranational et local, y compris à travers la présentation de plans et d'échéances clairs pour la mise en œuvre participative aux niveaux national et local

Ceci doit inclure une stratégie nationale indépendante de développement durable, élaborée et mise en œuvre à travers un processus participatif incluant les personnes en situation de pauvreté et de marginalisation. Cette stratégie doit contenir des engagements significatifs et mesurables pour la réalisation progressive de tous les ODD (et leurs moyens de mise en œuvre).

De même, les chefs d'État et de gouvernement doivent expliquer comment ils vont faire appel à leurs administrations décentralisées et à leur gouvernement local pour travailler en étroite collaboration avec les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes, afin d'assurer la pleine appropriation de l'agenda post-2015 aux niveaux infranational et local.

2) Une définition des plans, des accords institutionnels et des responsabilités aux niveaux national, infranational et local pour la coordination et la mise en œuvre du nouvel agenda, afin de favoriser la cohérence et la coopération au sein des structures décisionnelles

Ceci doit inclure, par exemple, la mise en place et/ou le renforcement de commissions nationales de développement durable institutionnalisées, regroupant les bureaux nationaux de statistiques, les ministères des affaires sociales, de l'environnement, des finances, des affaires étrangères, et de la planification, la société civile et d'autres parties prenantes – afin de travailler sur la mise en œuvre et le suivi de l'agenda post-2015.

Dans le cadre de la contextualisation des ODD et de leurs cibles, un engagement en faveur d'un système transparent et participatif pour définir les indicateurs nationaux et ventiler les données sera essentiel afin de ne laisser personne pour compte et d'atteindre les plus exclus en premier.

3) Une allocation positive de fonds et de ressources financières pour une mise en œuvre participative, transparente et inclusive des Objectifs de développement durable (ODD).

Les dirigeants doivent veiller à l'affectation de ressources nationales et locales pour la mise en œuvre des ODD. Les gouvernements doivent prioriser les investissements pour le développement durable, en particulier les infrastructures et les services publics pour les pauvres, en prenant en compte tout d'abord les besoins des plus pauvres et des plus marginalisés, et en veillant à ce que les indicateurs de succès soient directement liés aux impacts positifs pour ces personnes

4) Une feuille de route pour la communication et la diffusion d'informations sur le nouvel Agenda aux niveaux national, infranational et local, afin que tout le monde soit au courant de l'agenda et puisse participer au suivi de sa mise en œuvre

Les gouvernements doivent s'engager à créer des opportunités pour un réel dialogue citoyen sur la mise en œuvre de l'agenda post-2015, avec la participation des groupes marginalisés et exclus et des autorités locales et nationales tout spécialement, en institutionnalisant des structures de dialogue tels que des débats publics et inclusifs au sein du Parlement, du gouvernement local, des communautés, dans le cadre de conférences nationales – pour discuter de la mise en œuvre et pour partager les meilleures pratiques - et de forums publics

5) Un engagement et un processus clairs pour la participation significative de la société civile et d'autres parties à la mise en œuvre de l'agenda – y compris la formulation de stratégies et de plans nationaux – ainsi qu'au suivi-évaluation de l'agenda de développement durable 2030 aux niveaux national, infranational et local

Ces mécanismes doivent inclure les organisations de la société civile et celles des différents groupes marginalisés, et leur travail doit être guidé par les principes d'inclusion et de respect pour tous. Les gouvernements doivent également s'engager à fournir un soutien financier et à garantir un cadre législatif pour permettre aux personnes de participer efficacement.

En ce sens, un environnement favorable doit être créé pour permettre à la société civile et aux parties prenantes d'agir librement et efficacement pour la poursuite du développement durable, en garantissant un accès en temps utile à des informations claires, la liberté de la presse et d'autres formes de médias, la liberté de réunion pacifique, et la liberté d'association.

Nous vous recommandons également de bâtir autant que possible sur l'expérience des OMD ou de vos commissions parlementaires de développement durable, et de soutenir la création de comités parlementaires multipartites sur les ODD, afin de renforcer et de soutenir les efforts déployés par le pouvoir exécutif pour mettre en œuvre les ODD avec la participation active de la société civile, des institutions locales et d'autres parties prenantes.

6) Un engagement total en faveur de la reddition des comptes et du suivi-évaluation aux niveaux local, national, régional et global

Nous nous attendons à ce que nos chefs d'État et de gouvernement s'engagent à établir des données de référence

inclusives, des systèmes nationaux de collecte et de gestion des données, ainsi que des mécanismes de suivi et d'information participatifs et inclusifs pour la mise en œuvre des ODD.

Nous nous attendons également à ce qu'ils conviennent de mécanismes nationaux de recours publics qui soient à la fois inclusifs, participatifs, et dirigés par un organisme national d'évaluation comprenant des membres du public – en particulier issus des groupes les plus pauvres et les plus marginalisés – et leurs représentants légaux.

Il est également important que les gouvernements s'engagent à mettre en place des points de repère pour évaluer les progrès accomplis, et à mettre en place des mécanismes ouverts pour que tous les acteurs – y compris la société civile – puissent partager leurs contributions et leurs données en vue de l'évaluation des progrès accomplis pour la réalisation des ODD.

En outre, nous nous attendons à ce que tous les gouvernements fassent preuve de volonté politique pour participer pleinement et activement dans les processus internationaux de suivi-évaluation des ODD.

7) La reconnaissance du caractère universel, interdépendant et indivisible de l'agenda

Nous nous attendons également à ce que nos dirigeants réaffirment l'universalité de l'agenda post-2015 et qu'ils mettent en œuvre l'agenda dans son intégralité, en se focalisant sur l'interdépendance des différents domaines abordés. Les ODD représentent un vaste cadre commun de développement durable à l'échelle globale ; par conséquent, le principe de l'universalité de l'agenda est fondamental pour atteindre les ODD aux niveaux global, régional et national. Ce principe recoupe à la fois la réalisation des engagements post-2015 dans chaque pays, et la contribution équitable de chaque pays à la réalisation des objectifs à l'échelle globale.

Pour contacter Beyond 2015

Leo Williams, International Coordinator: lwilliams@beyond2015.org

Naiara Costa, Advocacy Director: ncosta@beyond2015.org

www.beyond2015.org Twitter @beyond2015